ARLES-SUR-TECH

Trésorerie : « Le compte n'y est pas » pour René Bantoure

Après un échange en tête-à-tête, avec Didier Bonnel, directeur départemental des Finances publiques, à propos de la menace pesant sur la fermeture de la trésorerie d'Arles-sur-Tech, le maire René Bantoure monte à nouveau au créneau.

« Il faut revoir la copie », déclare René Bantoure. Archives L'indépendant

Vous venez de rencontrer Didier Bonnel, directeur départemental des Finances publiques. Qu'est-il sorti de l'entrevue ?
Le compte n'y est pas.

Pour quelle raison ?
Pour la raison suivante, c'est que la ruralité profonde ne fait pas la mendicité. L'Association des maires, des adjoints et de l'intercommunalité départementale m'a aussi annoncé des avancés. Effectivement, certaines sont mises en avant par la direction départementale des Finances publiques (DDFIP), sauf que par exemple sur Arles-sur-Tech, de 7 agents on passera à 2, alors que son directeur Didier Bonnel m'a dit que cette trésorerie est un des établissements où il y a beaucoup d'activités. Si l'association des maires s'en contente, ce n'est pas l'avis des maires du haut Vallespir.

> « Il y a une telle brutalité dans cette réorganisation »

Concrètement qu'avez-vous obtenu ?
Pour Arles, en premier lieu, il y aura un cadre A qui sera accueilli à la communauté de communes du haut Vallespir, à compter de 2023. Il aura des ordinateurs qui lui permettront de voir la gestion comptable des mairies. Il sera mis spécialement à disposition pour les 14 communes de ce territoire. Il y en aura 12 dans le département. Puis, en second, il y aura un agent qui tiendra une permanence de 35 heures sur tout le territoire *(du haut vallespir, ndlr)*. L'agent aura un terminal carte bleue et acceptera les chèques pour les personnes qui ne peuvent pas se déplacer. La troisième chose, c'est la Maison France service *(c'était l'une des promesses du Président de la République à la sortie du grand débat national. Elles seront présentes dans chaque canton pour faciliter l'accès aux différents services publics, ndlr)*. Nos agents intercommunautaires seront formés par la DDFIP et il y aura deux accueils de proximité à Prats-de-Mollo et Saint-Laurent-de-Cerdans. Je le redis : le compte n'y est pas !

Il y a quand même des avancés par rapport à la situation de départ ?
On est toujours dans l'enfumage. La trésorerie d'Arles marche bien avec six agents et le chef de poste. Ils ne servent pas à rien !

On estime que 50-60 % de la population fait désormais sa déclaration en ligne. Cela semble logique de se poser la question d'une réorganisation ?
Mais c'est là tout le problème. Lorsque j'entends ces chiffres, je dis « oui », dans les grandes villes. Les nouvelles technologies sont au service de la population, mais malheureusement la grande ruralité ne maîtrise pas internet. Et c'est la raison du « pourquoi à Arles ça fonctionne », car on est en retard. L'hyperruralité n'est pas prête : les anciens, une paupérisation plus élevée que la moyenne départementale, du fait des loyers moins chers. Il faut laisser du temps à la ruralité.

Que seriez-vous prêts à négocier ?
Je suis prêt à négocier des choses, mais on n'en est pas là. Il y a une telle brutalité dans cette réorganisation sur l'ensemble du département. La seule avancée, c'est pour Saillagouse où il y aurait un statu quo. Il faut la même chose ici, on demande le statut quo et pas que pour deux ans *(la réorganisation annoncée pour dès 2020 devrait être mise en œuvre en 2022, ndlr)*. Là, on laisse passer les élections municipales de mars prochain pour que tout le monde soit content. Moi, je veux qu'on revoie la copie.

Quelles pourraient être les solutions selon vous ?
La première est de donner du temps à la ruralité. D'ici 2024, il y aura 1 à 2 personnes qui partiront à la retraite et ça va diminuer la voilure sur Arles… Et puis vous savez, la ruralité a besoin de ces personnes-là pour que nos communes vivent, les commerçants et les écoles aussi. Pourquoi ne pas envisager dans nos locaux du travail à distance avec l'arrivée de la fibre optique ? Dire, on garde les emplois sur Arles et on tourne les agents vers les nouvelles technologies. Pourquoi on ne pourrait pas l'envisager ici aussi ?

Recueilli par M. C.W.